

Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche
1 rue Recteur Daure
CS 60040
14006 Caen cedex 1

Caen, le 02/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/01/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRANSPORTS MERTZ

Rue Pierre Gamare

14130 PONT-L'EVEQUE

Références : 14/2022-057

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2022 dans l'établissement TRANSPORTS MERTZ implanté Rue Pierre Gamare 14130 PONT-L'EVEQUE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRANSPORTS MERTZ
- Rue Pierre Gamare 14130 PONT-L'EVEQUE
- Code AIOT dans GUN : 0005301073
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Sans objet
- Statut IED: Sans objet

La société Mertz est spécialisée dans le transport de matières dangereuses en citernes et conteneurs. Sur le site de Pont-l'Évêque, outre le stationnement de véhicules, la société exerce une activité de lavage extérieur des véhicules et de lavage intérieur des citernes. L'établissement dispose également d'une station-service.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérifier si les écarts relevés lors de l'inspection du 29/03/2021 étaient soldés

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 14.1	Ecart	
Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 14.8	Ecart	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 13	/	
Rejet de substances dangereuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 33-15	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Consignes d'entretien et de sécurité	Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 16.8	Ecart	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objet principal de l'inspection était de vérifier si les écarts relevés lors de l'inspection menée en 2021 étaient soldés. Si l'inspection a permis de constater que des améliorations ont été apportées il n'en demeure pas moins que des écarts persistent toujours. A ce stade, il n'est pas proposé de sanctions administratives dans la mesure où l'exploitant a présenté des devis signés concernant la mise à jour du plan des réseaux et la réfection des aires de lavage non étanches.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 14.1
Prescription contrôlée : [...] Le plan des réseaux d'alimentation en eaux et des réseaux d'évacuation faisant apparaître les secteurs collectés, les regards et points de branchement et les points de rejets sera régulièrement mis à jour et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Bien que cet écart ait déjà été signalé lors de la dernière visite d'inspection, l'exploitant ne dispose toujours pas d'un plan à jour de l'ensemble des réseaux du site. Selon les déclarations de l'exploitant, la mise à jour du plan n'a pas encore été réalisée dans la mesure où il a rencontré des difficultés pour trouver une société en mesure de réaliser cette prestation. L'exploitant a indiqué qu'il a finalement retenu la société Ginger. Un devis a été présenté au cours de la visite d'inspection. La société Ginger est intervenue sur site la semaine précédant l'inspection pour identifier les réseaux. L'inspecteur a constaté des marquages à la bombe à proximité de plusieurs regards. Le plan de l'ensemble des réseaux du site doit être remis pour fin février / début mars 2022. Il a été rappelé à l'exploitant que le plan devra être daté et doit permettre d'identifier de manière lisible : les dispositifs d'isolement, les secteurs collectés et les réseaux associés, l'ensemble des avaloirs, les regards, etc.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 14.8
Prescription contrôlée : Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel. En particulier, il sera réalisé un contrôle régulier, au minimum annuel, du réservoir de stockage des huiles usagées. Les aires comportant des installations où un écoulement accidentel d'effluents liquides est à craindre, doivent être étanches et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci vers des capacités de rétention. [...]
Constats : Les travaux visant à rendre étanche la dalle de la station de lavage des citernes n'ont pas encore été réalisés. Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un devis signé relatif à la réalisation de ces travaux d'un montant de 13 980 €. En vue de rendre étanche les dalles des aires de lavage de l'extérieur des camions et les dalles des aires de lavage de l'intérieur des citernes, l'exploitant a retenu la solution de mise en œuvre d'une résine époxy. Les travaux seront réalisés par la société Sogap courant mars/avril 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Consignes d'entretien et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 16.8
Prescription contrôlée : L'exploitant établira les consignes de sécurité que le personnel devra respecter ainsi que les mesures à prendre (arrêt des machines, extinction, évacuation,...) en cas d'accident grave ou d'accident. Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel et affichées à l'intérieur de l'établissement dans des lieux fréquentés par le personnel et aux emplacements judicieux. Des consignes générales de sécurité écrites seront établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention et l'appel des moyens de secours extérieurs.
Constats : L'inspecteur a demandé la consigne relative aux dispositifs d'isolement des réseaux du site. L'exploitant a présenté le mode opératoire relatif à la mise en place des obturateurs (mode opératoire réf. SUP03-181 dont la dernière révision date du 11/09/2021). En fonction, des conclusions des investigations menées par la société Ginger portant sur la détection et l'identification des réseaux du site, il conviendra le cas échéant, de mettre à jour la consigne ci-dessus. Dans tous les cas, l'inspecteur a rappelé qu'il convient à l'exploitant de porter à la connaissance des opérateurs les consignes de sécurité de manière à ce qu'elles puissent être mises en œuvre si nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 13
Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. La réfrigération en circuit ouvert est notamment interdite. Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateur des consommations. Ces dispositifs feront l'objet de relevés au moins mensuels dont les résultats seront consignés sur un registre.
Constats : Le compteur d'eau utilisée pour les opérations de lavage fait l'objet d'un relevé journalier. Le compteur placé en sortie de la station de pré-traitement fait lui aussi l'objet d'un relevé journalier. Par sondage, l'inspecteur a consulté les relevés de consommation du mois d'avril 2021. L'examen des données renseignées met en évidence des incohérences. Par exemple, entre le 28 et le 29/04, la consommation d'eau est de 27 m ³ et le relevé en sortie de la station met en évidence un volume rejeté de 30 m ³ , soit supérieur au volume d'eau consommé. L'exploitant transmettra des commentaires sur les causes des incohérences constatées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. L'inspection rappelle que la quantité d'eau mise en œuvre pour le lavage de l'intérieur des citernes est de 35 m ³ /j maximum (cf. article 1er de l'arrêté préfectoral du 23 février 2011).
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Rejet de substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 33-15
Prescription contrôlée : Toluène - valeur limite de concentration de 150 µg/l Xylènes - valeur limite de concentration de 200 µg/l Dichlorométhane (Chlorure de méthylène) - valeur limite de concentration de 200 µg/l Éthylbenzène - valeur limite de concentration de 100 µg/l
Constats : Préalablement à l'inspection, l'inspecteur avait demandé à l'exploitant de tenir à disposition les résultats des analyses portant sur la qualité des eaux usées industrielles rejetées (pour mémoire, ces effluents rejoignent la station d'épuration communale de Pont-l'Évêque) car aucun résultat d'autosurveillance n'était renseigné dans l'application Gidaf depuis juillet 2021. Les résultats d'analyses dont les prélèvements sont réalisés par la société Saur qui exploite la station d'épuration de Pont-l'Évêque ont été présentés. Au regard de ce qui précède, il apparaît donc que les analyses sont bien réalisées mais que les résultats ne sont pas saisis dans l'application Gidaf. L'inspection demande à l'exploitant que les résultats relatifs à l'autosurveillance soient renseignés dans l'application Gidaf. L'exploitant n'a pas mis en œuvre le suivi des recherches de substances dangereuses prévu par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié pour les activités de lavage de citernes. Selon une fréquence a minima trimestrielle, l'exploitant doit réaliser une analyse portant sur les paramètres listés à l'article 33-15 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Pour mémoire, il s'agit des paramètres toluène, xylènes, dichlorométhane (chlorure de méthylène) et éthylbenzène. L'inspection a rappelé à l'exploitant que le prélèvement en vue de l'analyse doit être réalisé au niveau du rejet global du site et non pas en sortie de station de la station de prétraitement où transite qu'une partie des effluents.
Type de suites proposées : Susceptible de suites